

décision du gouvernement de participer à la course aux armements.

Les évêques ont vu juste quand ils ont affirmé que la crise économique avait donné lieu à une crise morale. Ils veulent dire que l'insistance sur le capital et la technologie va directement à l'encontre aussi bien du principe de la dignité du travail que celui de l'option préférentielle pour le pauvre. Ce sont deux principes qu'ils fondent peut-être sur l'Évangile—mais ils ne sont pas très clairs là-dessus. Ce sont certainement des principes que respectent et enseignent non seulement les chrétiens mais bien d'autres aussi.

Où je veux en venir, c'est que si nous reconnaissons ces deux principes, la dignité dans le travail de l'homme et l'option préférentielle pour le pauvre, alors il nous faut remettre en question l'ensemble du programme du gouvernement. C'est ce programme que les évêques contestent.

Le gouvernement met l'inflation sur le compte de l'augmentation des salaires des travailleurs et de ses dépenses, et sur le compte de la baisse de la productivité, plutôt que sur celui du contrôle monopolistique des prix. Là est le nœud du problème. Si le gouvernement prétend que c'est à cause des salaires des travailleurs et des dépenses qu'il a dû faire depuis trois décennies pour égaliser les revenus et s'il refuse d'admettre que ce sont les prix imposés par les monopoles qui sont véritablement la cause de l'inflation, il essaie de noyer le poisson. Les évêques n'ont pas porté cette accusation, mais moi je le fais. Je crois qu'il y a dans le discours de l'épiscopat de quoi étayer cette accusation.

La stratégie du gouvernement consiste tout simplement à accroître la rentabilité en diminuant le revenu à la fois direct et indirect des travailleurs et cela, en réduisant leur salaire et certaines prestations comme les allocations familiales. Même si la récession rabaisse le taux d'inflation à 6 et 5 p. 100, ce qui reste à prouver, le fait est qu'on tente de faire croire aux trois millions et demi de personnes qui touchent les allocations familiales qu'elles sont responsables de l'inflation. C'est exactement comme lorsque le gouverneur de la Banque du Canada a déclaré, l'hiver dernier, que le salaire minimum était une cause d'inflation. Il faut une bonne dose de cynisme pour reprocher aux victimes de l'inflation d'en être la cause.

Ce projet de loi réduit les allocations familiales alors que, d'après les témoignages apportés au comité, 900,000 enfants canadiens vivent actuellement dans la pauvreté. Cette mesure risque de toucher les pauvres plus que les riches. On a fait remarquer que, même si le montant total des prestations reste le même pendant deux ans grâce au crédit d'impôt pour les enfants, il diminuera par la suite. En fait, les libéraux écrètent ces prestations d'année en année. En 1976, ils ont suspendu l'indexation des allocations familiales. En 1978, ils ont réduit les allocations familiales de \$28 à \$20. Elles s'élèvent maintenant à \$27 par mois alors qu'elles auraient atteint \$40 si on n'y avait pas touché. Il s'agit là d'une politique bien arrêtée.

Le député de Lincoln nous dit que son parti en a discuté à son congrès. Il ne nous a pas précisé quelles étaient ses conclusions. Nous savons maintenant que les conservateurs n'en ont pas discuté à leur congrès; ils ont simplement fait un sondage. Soixante-deux pour cent des répondants étaient pour la réduction des allocations familiales.

### *Allocations familiales—Loi*

Non seulement le gouvernement ne réduit pas les profits, mais il les augmente. Il veut accorder des centaines de millions de dollars aux chemins de fer et leur garantir des bénéfices de 39.5 p. 100. En 1980, il a déjà accordé 15 milliards aux industries et n'a touché en retour que 11 milliards d'impôts. Il nous dit maintenant que c'est aux pensionnés, aux mères et aux fonctionnaires de participer à la lutte contre l'inflation. Les grosses sociétés ne seront pas mobilisées; seulement les pauvres. La mobilisation permet de s'en prendre aux gens en leur réduisant leur chèque de prestations mensuel, ce qui revient à leur dire qu'ils sont responsables de l'inflation. C'est là un moyen de répression employé contre la population, c'est une façon d'imputer une situation critique à ses propres victimes. C'est un moyen de pénaliser les Canadiens en leur imposant de petites réductions ou en leur lançant des insultes. Tout comme le chômage général, cela contribue à traumatiser la population, du moins pour le moment. Les Canadiens ne comprennent pas ce que tente de faire le gouvernement qu'ils ont élu.

● (1740)

Je recommande sérieusement au gouvernement de songer à adopter une nouvelle politique comme l'ont proposé les évêques catholiques. Tout d'abord, le gouvernement devrait reconnaître que le chômage et non l'inflation est le problème le plus grave que le Canada doit affronter. Quelques députés ont dit qu'ils étaient d'accord, mais ils continuent à agir en se disant que l'inflation est encore le principal problème. J'aimerais aujourd'hui les voir agir plutôt que de parler, les voir faire volte-face et reconnaître que le chômage et non l'inflation constitue le problème primordial.

En deuxième lieu, il faudrait dresser un vaste programme industriel de reconstruction, notamment dans le secteur de la fabrication et des industries créatrices d'emplois au Canada. En troisième lieu, s'il y a un moyen de combattre l'inflation, il faut l'employer plus équitablement. Au lieu de frapper seulement les travailleurs, les pensionnés et les enfants, on devrait mettre au point une méthode en vue de prélever certains profits excédentaires, certains des profits très élevés réalisés aux dépens des chômeurs et des petits salariés. Il faut maintenir le réseau des régimes de soutien que sont l'assurance-chômage, le bien-être, les logements subventionnés, l'assurance-maladie, l'enseignement subventionné et tous les avantages dont nous jouissons au Canada. Ils doivent être maintenus pour le bien des pauvres. Le régime des allocations familiales en est un très important.

Enfin, les évêques affirment qu'il faut tenir compte davantage des points de vue des syndicats dans ces décisions et je recommande aux députés d'en face de ne pas oublier les vigoureuses instances faites par le Congrès du travail du Canada contre ce projet de loi et d'autres semblables.

Quand le gouvernement a présenté cette mesure, elle paraissait simplement injuste. Alors même qu'il prévoyait un taux d'inflation de 9 ou 10 p. 100, il semblait injuste de réduire l'augmentation des allocations familiales à 6 et 5 p. 100. Maintenant que d'après ses prévisions le taux d'inflation serait même inférieur à 5 p. 100, cette mesure paraît non seulement injuste, mais ridicule en plus. Pour ma part, j'y vois une tactique de diversion, le gouvernement cherchant à détourner l'attention de la population des véritables problèmes qui assaillent le pays et qui sont attribuables aux hausses de prix mono-